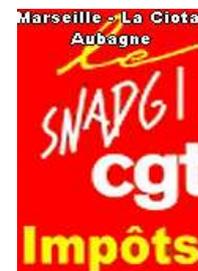




SNADGI-CGT MARSEILLE
22 rue Borde 13008 Marseille
Tél. 04 91 17 97 67
snadgi-cgt.bdr-marseille@dgfip.finances.gouv.fr
CGT Trésor des Bouches- du- Rhône
Tél. 04 91 17 92 06- Fax. 04 91 17 92 33
cgt.013@dgfip.finances.gouv.fr
www.tresor.cgt.fr/13/



Rencontre entre syndicats et directions du **15/09/2009**

LA FUSÉE SIP DANS L'ESPACE PRADO BORDE

« Ce n'est qu'en essayant continuellement que l'on finit par réussir. Autrement dit : plus ça rate, plus on a de chances que ça marche. »

Cette citation pousse à l'extrême le principe mathématique des probabilités, en affirmant qu'en éliminant les cas statistiquement défavorables d'un événement, on augmente peu à peu ses chances d'obtenir un cas favorable, même peu probable.

Ceci est illustré lors d'un épisode où les Shadoks décident de construire une fusée pour aller dans l'espace.

Le professeur Shadoko et le devin plombier calculent que le lancement d'une fusée a 99% de risques d'échouer, et 1% de chance de réussir.

Ils s'activent alors à faire rater le plus vite possible 99 lancements afin de pouvoir en lancer un 100ème, qui, « statistiquement », devrait réussir... (...) (source wikipedia)

Le compte- rendu de la CGT Impôt Trésor

Cette rencontre fait suite à celle du 26 août 2009, organisée par la Direction Générale et la Mission- Relations- Usagers. (voir compte rendu sur les sites CGT Trésor et Snadgi CGT).

Cette réunion avait en effet scellé le sort des projets initiaux d'implantation de l'accueil des SIP 1 ;5/6 ;8 sur l'actuel Hôtel des Finances rue Borde avec l'abandon :

1. de ce point d'entrée unique pour les SIP 1 ;5/6 ;8^{ème}
2. de la date buttoir du 1^{er} décembre 2009

3. des études ergonomiques en cours

Les arguments de la CGT (non respect du marché public ; infaisabilité du projet, etc.) ont été entendus par la MRU.

Comme convenu pendant « la crise de l'été », les directions locales nous ont proposé un « protocole » et une méthodologie concernant les nouvelles études d'implantations de Services Impôts des Particuliers sur le site de Prado Borde.

Le plan B

1^{er} étage de la fusée : La Trésorerie Générale, son hall, ses SIP.

Les SIP 1,5,6,8 sont repoussés au mieux au dernier trimestre 2010.

Concernant l'installation du SIP 1/5-6/8, **le plan B** consiste à installer **l'accueil dans le Hall de la Trésorerie Générale** avec création d'un accès par la rue Liandier.

La CGT, avec les autres syndicats, a exigé la mise à plat de « tout », donc **d'englober aussi dans l'étude ergonomique tous les futurs services de Borde- Prado**, afin de prendre en compte les problèmes d'espace mais aussi de stationnement, de cantine, de déplacement des contribuables, de

transferts et de relogement des services actuels, etc.

De plus, suite à la demande de la CGT, les directions confirment qu'une étude sur la climatisation et l'acoustique sera diligentée sur la Trésorerie Générale.

Les 2 directions refusent pour l'instant toute approche globale... (mise en application du principe de lancement des fusées cité plus haut) Cela n'empêche pas DSF et TPG de préciser que l'impératif de la

Direction Générale de création des SIP au 1^{er} décembre 2009 leur était imposé !

Commentaire de la CGT : les erreurs partagées avec la Direction Générale dans le premier lancement de fusée SIP sont donc moins lourdes à porter... Finalement c'est grâce à la CGT que nous avons plus de temps ! Le rétro planning proposé n'envisage pour l'instant qu'une étude des conditions d'accueil dans la Trésorerie Générale et la perspective de travaux à partir du 17/12/2009 !

2^{ème} étage de la fusée : Pousse toi que je m'y mette : RPD, CDC, DFCI et Amendes

Cela signifie pour raison de travaux, l'évacuation (temporaire a précisé le TPG) des **services RPD, DFCI, CDC dans les locaux actuels de la Trésorerie des amendes, 27 rue Liandier.**

A Marseille plus qu'ailleurs, le temporaire peut durer... et après ?

Et pour le guichet « pensions » ? « on verra ».

La Trésorerie des amendes est donc appelée à déménager : des locaux situés au pied de la

tour Méditerranée (Avenue Cantini) seraient susceptibles d'accueillir ce service. Mais les locaux sont « bruts »... Donc il faut réaliser des travaux.

Donc les travaux des nouveaux locaux de la Trésorerie des Amendes devraient être terminés pour pouvoir transférer les services TG et commencer les travaux dans le hall... en décembre (Fusée N°2)

3^{ème} étage de la fusée : Anne, ma sœur Anne, ne vois tu rien venir ? \$ € ?

Pour le site de Ste Anne et les **différents services de l'ex-DGI (CDI 7,9,10, CDIF, Hypothèques...), la vente se précise,** même si les directions locales nous indiquent toujours l'éventualité d'une alternative (rénovation- reconstruction)... Cette pression de la Direction Générale pour vendre le site

(pensez donc, en plein 8^{ème} !) aurait comme issue un rapatriement des CDI sur Borde-Prado.

Et pour les autres missions (CDIF, Hypothèques,...) ? Chaque chose en son temps nous disent les directions locales...

Car ce que ne dit pas mais transpire le plan B... c'est que l'accueil Borde pourrait tout à fait devenir celui des SIP 7-10 et 9^{ème} Ards !

Commentaire de la CGT : **Ce n'est plus le Guichet Fiscal Unique mais cela devient l'Unique Guichet Fiscal. Ce n'est plus un mastodonte... c'est un monstre !**

SOUDAIN LE CRASH ! Les Conditions de la Vie au travail et l'accueil

L'AVEU des directions locales
...les agents d'accueil,
pourtant volontaires,
sont cramés... Réunion DSF TG
15/09/2009

En séance, nous avons dénoncé les sous effectifs de tous les accueils, et les déplorables conditions de travail de tous les agents (accueil, secteurs d'assiette et recouvrement), prenant pour exemple le site de Sadi Carnot.

Et tout à « trac't », devant les interventions de la CGT, la DSF de déclarer :

« A Sadi Carnot les agents étaient volontaires : ils ont tous été cramés ! »
(SIC !!!)

(A ce sujet, la CGT a particulièrement abordé la situation de la Trésorerie Marseille 5/6) Alors les agents sont cramés... ??? Cela peut être en effet un simple constat...(avec quelques regrets).Mais cela peut être du cynisme en élaborant des projets de concentrations de contribuables sur des points d'entrée unique et en supprimant toujours plus d'emplois.